



M le Président,

Dans un climat d'austérité grandissante, le budget National et sa déclinaison locale seront victimes de sévères restrictions. Cette cure d'austérité pèsera lourdement sur les agents avec des mesures déconnectées des réalités quotidiennes et aux lourdes conséquences sur nos conditions de travail.

Pour rappel, la DGFIP a déjà connu une annulation du budget 2024 de 100,5 millions d'euros. En 2025, l'absence de suppressions d'emplois est une promesse non tenue, mais plus encore un véritable mensonge éhonté. -550 emplois pour la DGFIP en 2025. La DDFIP 84 continue d'être durement impactée. Moins 12 emplois, la plus grosse suppression de la région PACA. L'hémorragie continue...

Depuis de nombreuses années, notre administration poursuit les réformes et les suppressions d'emplois, au mépris de l'avis unanimement défavorable exprimé à maintes reprises par les représentants des personnels. Avec le NRP, la DGFIP déstructure son réseau. Les impacts au niveau local, en terme de bassin d'emploi, de services aux usagers, ne sont pas pris en compte dans un des Départements les plus pauvres de France.

Il est inacceptable de dégrader les conditions de travail de nos collègues en continuant de fragiliser l'exercice de nos missions. La maison DGFIP brûle et nos directions regardent ailleurs.

Dans ce contexte la re-convocation en urgence du CSALFS à la demande des représentants des personnels doit nous permettre de valider les actions à mettre en place suite au dépôt des fiches de signalement faites pour le CCPRO et pour les SIP sud et nord Vaucluse.

Nous vous rappelons que depuis le début de l'année il a y eu 7 suicides à la DGFIP dont un sur le lieu de travail. M le Président, il est de votre responsabilité de tenir compte des alertes émanant des représentants des personnels vu le contexte anxiogène qui perdure dans les services.

Ainsi donc, vous avez l'obligation d'apporter une réponse aux fiches de signalements tant d'un point de vu moral vis-à-vis de vos personnels, que d'un point de vu réglementaire !

La CGTFIP84 vous demande expressément d'examiner les fiches de signalements avec la plus grande attention pour prévenir tous risques.

Les élus en CSALFS